



Lettre n° 267 du 18 décembre 2022

Au sommaire :

- **Macron se fait le champion de l'union nationale pour tenter d'étouffer la révolte, construisons l'unité de notre classe** - *Laurent Delage*
- **La scission du NPA, ou l'extrême gauche à la recherche d'elle-même. Pour une refondation du NPA et du mouvement révolutionnaire** - *Démocratie révolutionnaire*

Macron se fait le champion de l'union nationale pour tenter d'étouffer la révolte, construisons l'unité de notre classe

Le spectacle de la coupe du monde de football occupe la une, à grand renfort de commentaires et de cocoricos ridicules, voire franchement détestables quand ils encouragent des activistes d'extrême droite à s'attaquer à des Marocains et à manifester aux cris de « *dehors les Arabes* » comme ils l'ont fait dans plusieurs villes le soir du match France-Maroc. Le nationalisme et le chauvinisme nourrissent le racisme.

Quant à Macron, il a fait le voyage au Qatar, où les dirigeants politiques sont passés maîtres dans l'art de la corruption, pour tenter de capter la sympathie que peuvent susciter les joueurs de l'équipe de France arrivés en finale. Il le fait à compte personnel et pour servir sa politique au service d'une minorité capitaliste parasite qui pille le travail de la grande majorité de la population.

On le voit sur la question des salaires, des attaques contre les chômeurs, la santé et l'éducation, tous les services publics qui devraient répondre aux besoins de la population du pays.

Dans cette offensive contre le monde du travail, la réforme des retraites, remballée à cause de la pandémie mais suite aux mobilisations, devait être la mère des batailles pour Macron. Il voulait agir vite en annonçant dès le 15 décembre le report de l'âge de départ de 62 à 65 ans, comme la fin des régimes spéciaux : « *La réforme qu'on portera doit être celle que j'ai défendue pendant la campagne. Je n'ai pas perdu des voix pour rien* » !

Au final, il tergiverse, tempore en espérant que la coupe du monde et les inquiétudes suscitées par la crise énergétique désarmeront les colères. Il vient de reporter l'annonce au 10 janvier, pour tenter de constituer une majorité ou du moins donner quelque crédit à la comédie de « *concertation* » du gouvernement.

Les manœuvres vont bon train vis-à-vis de Ciotti, nouveau patron de LR qui veut « *poser ses conditions* » à Macron, même si tous sont d'accord pour s'en prendre aux travailleurs. Depuis des années, la droite au Sénat défend le passage à 64 ans avec l'accélération de la réforme Touraine... Une réforme votée sous Hollande qui prévoit déjà les 43 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein.

Quant aux directions des grandes confédérations syndicales, elles dénoncent le report de l'âge de départ tout en continuant de se prêter au jeu des concertations. Une façon pour Berger de se montrer disponible pour discuter du « *compte pénibilité* » ou d'un dispositif de « *carrières longues* »... Des brouilles face à l'ampleur du recul social que veut imposer le gouvernement contre l'ensemble des travailleur.es !

Mais ces manœuvres de Macron et de Borne traduisent avant tout la crainte des réactions sociales du monde du travail, de cette colère qui s'exprime à propos des salaires depuis plusieurs mois.

L'union nationale pour imposer la régression sociale

Pour tenter de contenir la contestation, Macron fait le pari de l'union nationale et des inquiétudes liées à la guerre, pour laquelle il appelle à « *payer le prix de la liberté* » depuis cet été.

La flambée des prix, les pénuries, l'incapacité du marché « *libre et non faussé* » à fournir de l'électricité ou du chauffage cet hiver, tout n'a qu'une cause externe et ponctuelle, celle de la guerre en Ukraine, même si l'inflation avait démarré avant. Mais cette guerre, comme la militarisation dans laquelle nous entrons, sont le produit

même de ce système et de la concurrence effrénée que se livrent les capitalistes pour tirer le maximum de profits. Une même logique anime la guerre contre les peuples et celle contre les travailleur.es.

La campagne de Macron et de Borne sur la « *fin de l'abondance* » vise à préparer l'opinion et les cerveaux à l'austérité. Dans les entreprises, les patrons déclinent largement ces « *plans sobriété* » tant sur le chauffage des locaux que sur les salaires qu'ils comptent bien maintenir sous l'inflation.

En jouant leur partition de « *partenaires sociaux* », les directions syndicales participent de cette politique d'union nationale. Au lieu de dénoncer la politique globale du gouvernement et des capitalistes qu'ils servent, elles se justifient, annoncent qu'elles ont des « *propositions* » quand Macron ne vise qu'à aller à l'affrontement.

Cela conduit l'intersyndicale à rester l'arme au pied, incapable d'annoncer une date de grève et de manifestation. Elle attendra la déclaration du gouvernement le 10 janvier pour le faire.

Quant à la Nupes, elle affirme son opposition à Macron bien à l'intérieur du cadre de la République et des institutions. Après Jean-Luc Mélenchon qui appelait à voter « *pour économiser des kilomètres de manif* » lors des présidentielles, Fabien Roussel appelle maintenant à un referendum : « *Ça ferait du bien à la démocratie. Mieux vaut ça plutôt qu'un blocage du pays, avec manif, grèves et compagnies* » !

Cette semaine, toutes les composantes de la Nupes posaient pour la photo pour montrer « *un front uni* » sur les retraites. Une unité bien factice, comme en témoigne l'initiative de la marche de LFI du 21 janvier à laquelle n'appellent ni le PC, ni les Verts, ni le PS. Ce « *front* », dominé par les calculs d'appareils des uns et des autres, ne peut conduire qu'à enfermer les luttes dans l'impasse parlementaire.

Une politique de régression sociale

Il n'y a rien à attendre ni du dialogue social, ni du théâtre d'ombre des institutions. La seule logique qui guide le gouvernement est la défense des marchés financiers, de ces profits qui cherchent à s'accroître en pillant le travail.

Pour justifier l'offensive sur les retraites, Dussopt met en avant les 12,5 milliards de déficit estimés en... 2027, alors que le régime est excédentaire cette année. Rapportés aux 345 milliards de pensions versées l'an dernier, on est loin de la faillite du système ! Preuve que le seul objectif de la réforme est bien de verser moins de pensions de retraite et de les diminuer. Qu'importe l'explosion du chômage pour les plus jeunes et les plus âgés !

Même cynisme et même brutalité sociale quand il s'agit de s'en prendre aux chômeurs et aux plus précaires. Dussopt prétend qu'il faut diminuer la couverture de l'assurance-chômage car « *tout va bien* » sur le terrain

de l'emploi, sans parler des 19 départements qui vont expérimenter la réforme visant à imposer le travail gratuit aux bénéficiaires du RSA.

Mais le seul objectif du gouvernement est de faire pression sur les salaires, les maintenir au plus bas quitte à précipiter dans l'extrême précarité de plus en plus de monde. 39 associations viennent ainsi de dénoncer une « *année noire* » pour les mal-logés et les sans-abris. Comme le rapporte l'une d'elle : « *le 5 décembre, 5 400 personnes ont appelé le 115 sans obtenir de logement ou d'hébergement d'urgence et, parmi elles, 1 346 enfants* »... en plein vague de froid !

Face à « *l'union nationale* » de Macron, construire « *l'union de classe* » par en bas

Retraites, salaires, chômage... le monde du travail est confronté à une même offensive, face à laquelle une forte colère s'exprime depuis des mois pour exiger des augmentations.

A la SNCF, après les contrôleurs, les aiguilleurs font grève pour les salaires et leurs conditions de travail durant ce premier week-end de départ en congés. Chez Air France, les syndicats de stewards et hôtesses ont déposé un préavis de grève jusqu'au 2 janvier par rapport à leur accord collectif. Même chose chez Air Antilles et Corsair, où les salarié.es réclament des augmentations et un retour « *à leurs conditions de travail pré-Covid* ».

Les grèves continuent d'éclater comme à Covéa, qui réunit les assureurs MAAF, MMA et GMF, un groupe qui s'est offert le réassureur PartnerRe pour 9 milliards d'euros cette année. Pour les salariés, les 4 % d'augmentation pour les plus bas salaires sont loin du compte par rapport à l'inflation !

Même chose pour les salariés des 17 sites de Sanofi qui font grève depuis le 14 novembre à l'échelle de l'ensemble du groupe, une première. Ils réclament des augmentations de salaires et l'embauche des intérimaires, alors que Sanofi a versé 4 milliards d'euros de dividendes en 2021. Malgré les manœuvres de division de la direction, qui a trouvé des syndicats pour signer avec 4 % d'augmentation, beaucoup de grévistes comptent bien continuer, à partir des liens qu'ils ont construit dans la grève.

C'est bien cette unité de classe qu'il s'agit de construire aujourd'hui face aux attaques sur les retraites, les salaires, le chômage. Cela signifie mettre en œuvre une politique pour que les travailleurs prennent en main leurs propres luttes, se regroupent à la base, prennent des initiatives de rencontres, d'Assemblées Générales ouvertes à des salariés d'autres secteurs, pour construire une réelle convergence des luttes et des colères. Une politique pour diriger nos propres luttes et postuler à prendre en main toute la société.

Laurent Delage

La scission du NPA, ou l'extrême gauche à la recherche d'elle-même

Pour une refondation du NPA et du mouvement révolutionnaire

Le congrès du NPA n'a pas réussi à empêcher l'irresponsable projet scissionniste de sa plus grosse fraction, celle animée par des militant.es de la IV^e Internationale, l'ancienne majorité. Cette scission, coup de force contre les militant.es du NPA, constitue une véritable exclusion de celles et ceux qui ne partagent pas l'orientation mise en œuvre par cette dernière. Celle-ci parle avec une légèreté cynique de « *séparation* ». Elle tente de donner une légitimité à sa démarche qui a bafoué le choix majoritaire clairement exprimé durant les AG préparatoires au congrès. Peu lui importe, sa préoccupation est d'avoir les mains libres pour mener sa politique « *unitaire* » en direction du nouveau réformisme, le populisme de gauche de LFI et de la Nupes, trouver une place à la marge de la gauche institutionnelle.

Ce coup de force est la conclusion logique de l'orientation politique mise en œuvre depuis le dernier congrès liquidant le projet du NPA pour aller vers sa transformation en section française de la IV alignée sur la politique des partis dits « *larges* ». Minorité de direction à l'issue du congrès précédent en 2018, ayant réussi à s'imposer d'abord comme « *majorité de direction* », majorité toute formelle, elle est devenue majoritaire après avoir poussé dehors les camarades de Révolution permanente, premier effet de son offensive contre les fractions et courants déclarée ouvertement il y a plus de deux ans. Ce processus pour prendre et garder la main sur le NPA a abouti au coup de force bureaucratique du congrès. Après avoir censuré tout débat réel en plaçant la discussion, comme la vie interne du NPA, depuis des mois sous la menace, le chantage à la scission ou à la « *suspension* » des fractions, elle a mené à terme le processus en excluant les autres courants du NPA sommés de se soumettre ou de se démettre.

Il y a bien une continuité politique depuis le dernier congrès qui vise à donner les mains libres à la nouvelle minorité de direction pour mener sa politique d'une « *gauche de combat* » et la recherche d'alliance avec la Nupes.

Cette dite séparation est en réalité une exclusion puisque les scissionnistes contrôlent l'appareil technique du NPA, ses finances, ses locaux, ses organes de presse tant papier que numérique, et comptent dans ses dirigeants ses porte-parole. Ces derniers ont toujours été totalement indépendants des instances élues du parti tels Olivier Besancenot qui n'a même pas participé au congrès, si ce n'est à la conférence de presse où a été rendue publique la séparation, ou Philippe Poutou, annonçant sur BFM la « *séparation* » le vendredi soir, premier jour du congrès, sans même avoir participé à ses débats. Des porte-parole qui se comportent plus comme des dirigeants d'appareils que comme des révolutionnaires respectueux de leurs camarades et de rapports démocratiques !

Ce coup de force est en fait l'expression de la faiblesse politique d'une direction qui s'est effondrée, incapable de mener une politique indépendante de la gauche institutionnelle et, en conséquence, d'associer au travail de construction du NPA les autres courants qui deviennent des obstacles à sa politique.

Rupture du compromis de la fondation du NPA, échec d'une orientation

Après le noyau dirigeant qui avait rompu avec le NPA en 2012, la Gauche anticapitaliste, pour rejoindre Le Front de gauche et s'y noyer, l'ancienne majorité du NPA poursuit le même chemin quels que soient les destins personnels des uns et des autres.

C'est le bilan d'une même orientation, celle des partis larges unitaires vis à vis de la gauche réformiste. Elle a connu une accélération très concrète, il y a presque 3 ans, à l'occasion des municipales sur Bordeaux, Philippe Poutou s'alliant avec la FI (avec alors le soutien opportuniste de Révolution permanente), puis aux élections régionales en Aquitaine, suivie aussi par le NPA en Occitanie. Cette orientation a été le fil conducteur de la campagne présidentielle dont Philippe était le candidat tout désigné pour porter cette politique qui s'est poursuivie dans les négociations aux législatives avec l'Union Populaire élargie au PC et aux Verts... jusqu'à l'appel à voter NUPES presque partout, y compris contre des candidats du NPA.

Certes, le simple fait de mener une campagne en indépendance de la NUPES, même sur un contenu confus, a permis un recrutement, en particulier dans la jeunesse du fait des évolutions politiques en cours, démonstration de la fausseté des constructions des scissionnistes pour justifier leur politique pour « *une gauche de combat* ». Ils invoquent la contradiction qu'il y aurait entre les conditions objectives de la révolution et les conditions subjectives profondément dégradées. C'est un raisonnement mécaniste qui ne voit pas la dynamique de la nouvelle période que nous connaissons où la déroute capitaliste suscite une profonde et radicale prise de conscience de l'impasse du capitalisme. Cette dernière exige de nous de démontrer l'actualité et la pertinence d'une stratégie révolutionnaire, en toute indépendance de la gauche institutionnelle et en rompant avec la confusion d'une gauche de combat.

C'est malheureusement en toute logique que la campagne présidentielle, qui avait surtout redonné confiance à une direction devenue majoritaire en poussant dehors le CCR, débouche aujourd'hui sur une exclusion camouflée en séparation. D'autant plus logique que la campagne du NPA, comme celle de Lutte ouvrière par ailleurs, a été incapable de répondre à celle de Mélenchon qui a réussi à gagner des voix y compris dans les rangs des scission-

nistes dont une minorité était opposée à une campagne autonome du NPA !

Le mouvement révolutionnaire n'a pas été en capacité de populariser, de rendre crédibles nos propres idées, un programme pour une transformation révolutionnaire de la société, le NPA restant prisonnier des confusions de la gauche de combat et de la politique dite de front unique, qui le plus souvent met à la remorque des appareils, LO étant trop enfermée dans le passé et un repli sur elle-même.

Actualiser, populariser le programme de la révolution, refonder le mouvement révolutionnaire

Pour les camarades du NPA, au-delà de l'urgence de redonner confiance pour continuer, les leçons de ce bilan sont encore et à nouveau la nécessité de lever les ambiguïtés de la politique des scissionnistes, c'est-à-dire définir une stratégie et un programme révolutionnaire, socialiste, communiste clair, sans sectarisme ni opportunisme, ouvert et démocratique.

Nous avons perdu du temps durant les 4 voire presque 5 ans sans congrès. Bien des occasions ont été manquées pour se rassembler et discuter collectivement sans oukases ni menaces en respectant le droit des minorités et à l'expérimentation. Beaucoup de temps a été perdu depuis le congrès de 2018 pour avancer dans cette direction, c'est-à-dire mettre en route le chantier de la refondation démocratique et révolutionnaire du NPA. Les camarades de la section française de la IV ont clarifié brutalement en levant toutes les ambiguïtés par la rupture.

Ils apportent la démonstration que les questions organisationnelles, dites de fonctionnement, sont intimement liées à l'orientation. Le « *centralisme démocratique* » invoqué par la majorité n'a rien à voir avec le léninisme, pas plus que leur politique de front unique.

La discussion sur la période et nos tâches n'a, une nouvelle fois, pas eu lieu.

C'est ce débat que Démocratie révolutionnaire a voulu porter dans le congrès parce que nous pensons que les questions de fonctionnement et d'orientation, plus largement de programme sont intimement liées. C'est d'ailleurs cette conception qui nous a conduits dans le contexte de crise aiguë du NPA à ne pas ajouter de la division à la division, choisissant de nous rassembler pour mieux débattre. Nous avons soutenu la plate-forme C constituée par nos camarades de L'Étincelle et d'Anticapitalisme et révolution avec lesquels nous partageons la volonté de combattre la scission mais avec une divergence de fond sur l'appréciation de l'évolution du NPA depuis le dernier congrès, divergence qui se polarisait autour de l'appréciation de la campagne présidentielle. Nous pensons que dès ce moment-là il fallait nous constituer en direction alternative dépassant les clivages fractionnels et que, pour le congrès, nous ne pouvions nous limiter à nous revendiquer de la campagne, qui préparait la scission, pour démontrer la possibilité de continuer ensemble le NPA.

D'autres désaccords s'inscrivaient dans cette démarche comme sur la guerre ou les rapports privilégiés avec la IV qui rompaient avec la politique en direction des différentes tendances en vue d'œuvrer à la construction d'une nouvelle internationale formulée dans les Principes fondateurs du NPA.

Dans les textes que nous avons publiés pour ce congrès et que nous rassemblons ici, figure le projet de texte de plateforme que nous avons soumis à discussion à L'Étincelle et AetR quand ont commencé les discussions en vue de constituer une plateforme commune et qu'ils ont ignoré.

Nous le regrettons car le refus de cette discussion sur la période et nos tâches est au cœur de la déroute du NPA ainsi que des difficultés du mouvement révolutionnaire dans son ensemble. Le légitime volontarisme militant peut aussi être un habillage de l'incapacité du mouvement révolutionnaire de s'approprier les conséquences des bouleversements de ces dernières décennies qui ont transformé les conditions de la lutte de classe. Nos camarades de L'Étincelle n'ont cessé de nier la nécessité d'une élaboration stratégique et programmatique collective.

C'est une erreur d'autant que l'explosion du NPA participe des difficultés globales du mouvement révolutionnaire qui ne cesse de se diviser au risque de perdre tout crédit, y compris dans son propre milieu.

Cette discussion est d'autant plus importante que le contexte social et politique, géostratégique, écologique, illustre la déroute du capitalisme dont une large fraction de la jeunesse, des femmes, du monde du travail prend de plus en plus conscience.

Les évolutions des conditions objectives, celles du capitalisme financiarisé et mondialisé se combinent aux évolutions subjectives, une compréhension de l'impasse de la politique des classes dominantes et de leurs États, contradiction qui s'exprime à travers le regain international des luttes de classes.

C'est là l'illustration de l'actualité et de l'urgence de la révolution pour reprendre l'intitulé de la plateforme C, actualité qu'il s'agit de démontrer, de rendre consciente, d'armer par une politique d'unité des révolutionnaires, deux démarches qui passent par une refondation du NPA et un travail collectif d'élaboration pour donner toute son actualité, sa modernité au programme socialiste et communiste.

C'est cette orientation que nous avons voulu soumettre à la discussion à travers 3 motions. La première, « *Contre la folie guerrière de Poutine, contre les USA et l'Otan, auteurs de guerre, pour une paix démocratique respectant le droit des peuples, solidarité internationaliste des travailleurs* », a obtenu dans les AG préparatoires du congrès 14 % des voix et 59 % de contre, 27 % d'abstention ou NPPV. La deuxième, « *La lutte contre l'extrême-droite, partie intégrante de la lutte contre l'offensive d'un capitalisme en décomposition, une lutte globale* », 28,5 % pour, 41 % contre, 30 % abstention ou NPPV. La troisième, « *Refonder le NPA, faire vivre la démocratie, reconstruire le lien programme et stratégie révolutionnaire pour œuvrer*

à notre unité », 13 % pour, 42,5 % contre, 45 % abstention ou NPPV.

Dans les votes du congrès qui a poursuivi ses travaux après le départ des délégués de la plateforme B, scissionnistes, la première motion a obtenu seulement 7 voix pour et 69 contre, 12 abstentions, 4 NPPV, la deuxième 86 pour, 0 contre, 7 abstentions et 2 NPPV, et la troisième 32 pour, 6 contre, 54 abstentions, 1 NPPV.

Ces votes illustrent les confusions qui persistent y compris parmi les camarades qui veulent « *continuer le NPA* » selon l'intitulé d'une motion qui a obtenu 57 % des voix dans les AG locales. Ainsi que le dit notre troisième motion, si la priorité du moment est de maintenir le NPA, nous ne pouvons nous limiter à cet objectif sans discuter des moyens de le refonder. Il a explosé et ne s'en relèvera pas. Cette fin ouvre une nouvelle étape dans la bataille pour le rassemblement des anticapitalistes et révolutionnaires dans la perspective de la construction d'un parti des travailleurs. Elle passe par une reconstruction des comités en tant qu'instruments ouverts et démocratiques pour l'organisation des travailleur.es et de la jeunesse, pour la lutte de classe hors des illusions électorales et électoralistes, du jeu institutionnel. Elle passe par l'intervention démocratique et militante avec les autres organisations révolutionnaires, voire la construction de cadres locaux communs. Elle nécessite aussi une large et publique discussion sur la période et nos tâches.

Il y a 15 jours, Lutte ouvrière tenait son congrès à huis clos, nos camarades de Révolution permanente ont tenu ce week-end le congrès de fondation de leur nouvelle

organisation dans les mêmes conditions. Chacun défend son pré carré, il y a urgence à rompre avec ces pratiques. Le mouvement révolutionnaire doit être capable d'affronter la publicité et la transparence des discussions. La construction d'un parti des travailleur.es sera l'œuvre des travailleur.es eux-mêmes.

Le processus de fondation du NPA a représenté un processus inédit, public d'élaboration politique comme il a représenté un processus inédit de politique de rassemblement qui lui a valu une large sympathie dans ses premières années. Il rompait avec les habitudes d'auto-affirmation des groupes gauchistes. Son échec n'était pas seulement dans le compromis du projet mais dans l'incapacité des mêmes groupes de s'en emparer pour s'emparer des discussions que les Principes fondateurs avaient laissées en suspens et qui n'ont jamais été menées jusqu'au bout. L'échec actuel est aussi la conséquence du refus des différentes tendances révolutionnaires de s'engager dans la direction du NPA après le départ de la Gauche anticapitaliste en 2012. Tout cela, certes, appartient au passé, il ne s'agit ni de reproches ou autres accusations mais d'éléments de bilan politique d'une riche expérience. La suite dépend pour une large part de la compréhension que nous en avons.

A travers la phase actuelle de divisions et d'affrontements commence une nouvelle étape pour rompre avec le passé de divisions sectaires pour nous dégager de ses effets délétères et, ensemble, œuvrer à refonder le mouvement révolutionnaire, avancer vers la construction d'un parti des travailleurs.

Démocratie révolutionnaire

Textes et contributions de Démocratie révolutionnaire au congrès du NPA

[Télécharger le dossier](#)